

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

**n° 2007 114 24 ARRÊTÉ du 23 AVR. 2007**  
**portant autorisation à la Sté Sablière BOOG de poursuivre l'exploitation**  
**d'une carrière de tout-venant sur le territoire des communes de Meyenheim et**  
**Réguisheim**  
**( prescriptions codifiant les prescriptions déjà imposées et prescriptions**  
**complémentaires),**  
**au titre du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*  
*Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V,
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 18,
- VU** le Code minier et ses textes d'application,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU** le Schéma Départemental des Carrières du Haut -Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 6 février 1998 mis à jour le 3 février 2003,
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1988 modifié (ZERC I, II, et III ) prenant en considération un projet d'intérêt général relatif au projet de zone d'exploitation et de réaménagement coordonnés des carrières (ZERC 2, n°9) dans le département du Haut-Rhin,
- VU** le plan d'occupation des sols des communes de Meyenheim et Réguisheim,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2004- 236- 7 du 23 août 2004 autorisant la Sté Sablière G. WEISS à poursuivre l'exploitation d'une carrière de tout-venant sur le territoire des communes de MEYENHEIM/ REGUISHEIM,
- VU** la lettre préfectorale du 28 juin 2005, relative à la surveillance de la qualité des eaux souterraines,

- VU** l'arrêté préfectoral n°2005- 208 –3 du 27 juillet 2005 autorisant la Sté Sablière BOOG à poursuivre l'exploitation de la carrière et de l'installation de 1<sup>er</sup> traitement de matériaux au lieu et place de la Sté Sablière G.WEISS, et apportant certaines corrections à l'arrêté préfectoral du 23 août 2004 susvisé (gisement exploitable),
- VU** la demande du 15 janvier 2007 (dépôt en préfecture le 24 janvier 2007), par laquelle la Sté Sablière BOOG sollicite l'autorisation de modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 août 2004 susvisé (gisement exploitable, production maximale annuelle, modification du phasage d'exploitation, modification du montant des garanties financières de remise en état,)
- VU** le rapport de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargée de l'inspection des installations classées, du 25 janvier 2007,
- VU** l'avis de la Commission départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du 28 mars 2007,

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

**CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées par l'exploitant, même si elles constituent une modification notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, ne génèrent pas d'impacts supplémentaires tels qu'il conviendrait de demander le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation à instruire avec enquête publique et enquête administrative,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a toutefois lieu que ces modifications soient reprises dans un arrêté de prescriptions complémentaires,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de préciser les conditions de remise en état des terrains, pour la zone d'extraction de matériaux et pour la zone de traitement de matériaux,

**CONSIDÉRANT** que les montants des garanties financières pour la remise en état de la carrière, figurant au présent arrêté, ont été actualisés sur la base d'un indice TP01 de 563,4 (septembre 2006)

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## **A R R Ê T E**

### **I- PORTÉE DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1<sup>er</sup> – CHAMP D'APPLICATION**

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société Sablière BOOG, désignée "l'exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est 15 rue de la Corvée - 68890 Meyenheim, est autorisée à exploiter une carrière de tout-venant et des installations de matériaux (criblage) sur le territoire des communes de Meyenheim et Réguisheim.

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Carrière de tout-venant , dont la zone d'assise de l'installation de traitement	2510-1	A	surface :4,9847 ha tonnage annuel maximal à extraire correspondant à la production moyenne :26 800 quantité totale autorisée restant à extraire : 241.000 t
Installation de 1er traitement de matériaux	2515-2	D	puissance 60 kW :

A : Autorisation ; D : Déclaration

## **Article 2 – DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée **jusqu'au 24 août 2016**.

Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation :

- **l'extraction des matériaux** commercialisables **est achevée** neuf mois avant cette échéance : **le 24 novembre 2015**,
- **et la remise en état est achevée** six mois avant cette échéance : **le 24 février 2016**.

## **Article 3 - PÉRIMÈTRE DE LA CARRIERE**

### **Article 3.1 – périmètre autorisé en extraction de matériaux**

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé est limité :

- aux lieux-dits : Schachenfeld et Illfeld
- aux parcelles et parties de parcelles définies ci-après :

Commune	Parcelle	Section
Meyenheim	partie de parcelles 121 Sud de la ligne FG	38
Réguisheim	39, 40, 41, 124 et 136	58

### **Article 3.2 – périmètre autorisé pour l'occupation de l'installation de traitement de matériaux, mais refusé en extraction de matériaux**

- au lieu-dit "In des Ill"

Commune	Parcelle	Section
Meyenheim	partie de parcelle 188 située à l'Ouest de la ligne AB	29
Réguisheim	Parties des parcelles 43,49 et 50 situées au Nord de la ligne joignant les sommets EDCB	58

### **Article 3.3 – Coordonnées LAMBERT**

Les coordonnées LAMBERT des points définis ci-dessus sont :

Point	Coordonnées en X	Coordonnées en Y
A	974 677,84	335 219,98

B	974 884,49	335 139,34
C	974 653,03	335 138,85
D	974 655,19	335 112,39
E	974 583,99	335 106,57
F	974 546,79	335 314,09
G	974 438,61	335 318,08

### **Article 3.5 - Divers**

Toute modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession doit être déclarée à l'inspecteur des installations classées.

## **II- RÈGLES GÉNÉRALES**

### **Article 4- CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES – PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, et notamment celles de l'article 3 du présent arrêté, et des règlements en vigueur.

Les nouvelles prescriptions édictées par le présent arrêté se substituent à celles édictées par les actes administratifs délivrés antérieurement :

- arrêté préfectoral n°2004- 236- 7 du 23 août 2004 (sauf en ce qui concerne son article 3.3 « *périmètre refusé pour l'extraction de matériaux* »),
  - arrêté préfectoral n°2005- 208 –3 du 27 juillet 2005,
- et sus- visées.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit exigées par le présent arrêté, ainsi que les derniers rapports de visite de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant.

### **Article 5 - MISE EN SERVICE**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque les installations n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

### **Article 6 - ACCIDENT - INCIDENT**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### **Article 7 - MODIFICATION – EXTENSION – CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale selon les modalités prévues à l'article 23.2 du décret du 21 septembre 1977. Le dossier de demande d'autorisation comprend :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières prévues par le présent arrêté,
- un document attestant le droit de propriété ou d'exploitation des terrains concernés.

#### **Article 8 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF D'UNE INSTALLATION**

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant doit en informer le préfet au moins six mois avant cette cessation.

Lors de l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

Il est joint à la notification au préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977.

Ce mémoire précise les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés précédemment et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- le respect des dispositions applicables à la remise en état du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

### **III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS**

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

## **AMÉNAGEMENT PRELIMINAIRE ET DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION**

### **Article 9 - AMÉNAGEMENTS PRELIMINAIRES :**

Avant la poursuite de l'exploitation, l'exploitant :

- met en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- place des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- met en place à la périphérie de la zone en exploitation, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre cette zone,
- aménage l'accès à la voirie publique de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

### **Article 10 - DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION :**

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des aménagements préliminaires mentionnés ci-dessus.

Cette déclaration est transmise en trois exemplaires au préfet et est accompagnée du document établissant la constitution de garanties financières définies à l'article 31 du présent arrêté.

## **SÉCURITÉ DU PUBLIC**

### **Article 11 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS LA CARRIÈRE :**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

### **Article 12 - DISTANCES DE REcul – PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS :**

Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

Toutefois et compte tenu de leur exploitation avant 1980 :

- la limite Est de la parcelle 136 – section 58 – Réguisheim,
- la limite Nord/ Est de la parcelle 41 – section 58 – Réguisheim,

ne sont pas assujetties au maintien d'une telle banquette de protection, mais l'exploitation en bordure Est de ces parcelles doit cependant garantir la stabilité des terrains extérieurs à la carrière.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

## **CONDUITE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE**

### **Article 13 - POMPAGE DE LA NAPPE PHRÉATIQUE :**

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état, est interdit.

Toutefois les eaux du plan d'eau de la carrière, dans son périmètre autorisé défini à l'article 3 du présent arrêté, pourront être utilisées pour le lavage des matériaux extraits du site, sous réserve de :

- ne traiter que les matériaux issus du périmètre de la carrière autorisée,
- les renvoyer dans le plan d'eau de la carrière autorisée, sous réserve de l'accord du propriétaire des terrains,
- respecter des normes de rejets telles qu'elles sont définies à l'article n°23 du présent arrêté,
- l'exploitation autorisée de la carrière (à la cessation d'activité de l'extraction des matériaux de la carrière, la présente autorisation de prélèvement et rejet des eaux sera caduque).

### **Article 14 - TRAVAUX PRÉPARATOIRES :**

**Article 14.1. Matérialisation des distances de sécurité.** Avant le début de chaque phase d'exploitation, l'exploitant matérialise sur le site les distances de sécurité définies à l'article 12.

**Article 14.2. Défrichage.** : Sans objet

**Article 14.3. Décapage.** Aucune extraction n'a lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Les opérations de décapage respectent les dispositions suivantes :

- la direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie) est avisée, au moins trois semaines à l'avance, de toute campagne de décapage,
- les horizons humifères sont enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte. Aucun déplacement des horizons humifères n'a lieu par temps de pluie,
- la circulation des engins doit être évitée sur les zones à décaper,
- toutes dispositions sont prises pour éviter le contact de sols riches en matières organiques avec les eaux superficielles ou souterraines.

**Article 14.4. Découvertes archéologiques.** Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques, est immédiatement signalée à la direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie).

**Article 14.5. Stockage des terres de découverte et des horizons humifères.** Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les horizons humifères aux stériles. Les horizons humifères et les stériles sont stockés séparément de manière à pouvoir être réutilisés lors de la remise en état des lieux.

**Article 14.6. Evacuation hors du site des excédents de terres de découverte et d'horizons humifères.** Dans tous les cas, cette évacuation des excédents de terres de découverte et d'horizons humifères ne peut être effectuée qu'après constitution du stock tampon minimal nécessaire à la réalisation de la remise en état du site après exploitation. L'exploitant doit être capable de justifier à tout moment des quantités conservées.

**Article 14.7. Fossés de drainage :** Sans objet

### **Article 15 - EXTRACTION :**

L'exploitation doit permettre un défrèvement maximum du gisement en profondeur sous réserve de la stabilité des berges, donc traverser les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses présentes.

L'exploitation se fait, par couloir de dragage, à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Ces talus sont donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de

- 1/1,5 (environ 33°), pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe,
- 1/10 (environ 6°), pour les zones de haut-fond et de mare, prévues au document d'impact joint au présent arrêté,
- 1/2,5 (environ 22°), pour les autres parties.

La profondeur d'exploitation est limitée à un maximum de 20,00 m (190,50 m NGF) par rapport au terrain naturel (210,50 mNGF).

L'exploitant définit une méthode de repérage de l'engin d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté.

### **Article 16 - REMBLAYAGE :**

**Sauf demande expresse du préfet**, tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site, est interdit. Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

## **PLAN D'EXPLOITATION**

### **Article 17 - CONTENU :**

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,



- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les mètres d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau (équidistantes, tous les 5 m de profondeur),
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les piézomètres, éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

#### **Article 18 - MISE À JOUR :**

Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an, par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques qui sont mises à jour au moins tous les deux ans.

#### **Article 19 - COMMUNICATION DU PLAN :**

Le plan d'exploitation est conservé sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Chaque version du plan est versée au registre d'exploitation de la carrière.

Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 17 (en particulier les courbes bathymétriques pour les carrières en eau) est communiqué à l'inspecteur des installations classées tous les 2 ans

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment :

- que le plan soit établi ou validé par un géomètre- expert,
- que des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

### **PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES**

#### **Article 20 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

#### **Article 21 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES :**

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels, et à l'abri des intempéries dans un hangar/ atelier.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Les réservoirs de stockage seront fixement maintenus pour éviter tout renversement.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

#### **Article 22 - PRÉLÈVEMENTS D'EAU :**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles, dans la nappe ou le plan d'eau de la carrière autorisée, à raison d'un débit instantané maximal de 10 m<sup>3</sup>/h.

#### **Article 23 - REJETS D'EAUX :**

##### **Article 23.1. Eaux de procédé**

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits.

Les eaux souterraines, pompées dans le périmètre autorisé de la carrière défini à l'article 3 du présent arrêté, pourront être utilisées pour le lavage des matériaux extraits du site, sous réserve de :

- ne traiter que les matériaux issus du périmètre de la carrière autorisée,
- les renvoyer dans le plan d'eau de la carrière autorisée, après traitement,
- respecter des normes de rejets ci dessous en sortie du bassin de décantation :
  - pH compris entre 5,5 et 8,5
  - température < 30°C
  - matières en suspension totale (MEST), concentration < 30 mg/l (norme NFT 90 105)
  - demande chimique en oxygène (DCO), concentration < 125 mg/l (norme NFT 90 101)
  - hydrocarbures totaux (Hc), concentration < 5 mg/l (norme NFT 90 114)
  - chlorures (Cl), concentration < 50 mg/l.

L'utilisation de l'eau souterraine pompée au droit du site, comme eau de lavage des matériaux, n'est autorisée que pendant la durée d'autorisation de l'exploitation de la carrière.

A l'arrêt des travaux d'exploitation de la carrière, tout rejet d'eau de procédé dans le plan d'eau de la carrière est interdit. Les eaux de procédé des installations de 1<sup>er</sup> traitement de matériaux, seront intégralement recyclées. Le circuit de recyclage sera conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

#### **Article 23.2. Eaux pluviales :**

Au vu du dossier de demande d'autorisation initiale, il n'existe pas sur le site de la carrière, d'aire spécifique susceptible d'engendrer une pollution des eaux pluviales. Notamment, l'entretien des engins ainsi que les opérations de ravitaillement en carburant, s'effectueront sur aire imperméabilisée à l'abri des intempéries, dans un hangar/atelier comme cela est défini à l'article 21 du présent arrêté.

#### **Article 23.3. Eaux usées domestiques**

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique.

#### **Article 24 – REJETS ATMOSPHÉRIQUES :**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes de circulation sont arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

#### **Article 25 – DÉCHETS :**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément.

Toute mise en dépôt à titre définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

L'exploitant justifie le caractère ultime au sens de l'article L 541-24 du Code de l'Environnement, des déchets mis en décharge.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret 79-981 du 21 novembre 1979 et aux arrêtés ministériels du 28 janvier 1999 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent. Ce récapitulatif prend en compte les déchets produits et les filières d'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés trois ans.

## **Article 26- BRUIT :**

### **Article 26.1 - Principes généraux**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

### **Article 26.2 - Valeurs limites**

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB <sub>(A)</sub>	5 dB <sub>(A)</sub>	3 dB <sub>(A)</sub>

De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies

précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	47 dB <sub>(A)</sub>	/

Compte tenu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation initiale, il n'est pas prévu l'exploitation en période de NUIT.

### **Article 26.3 - Contrôles**

Un contrôle de la situation acoustique est effectué dans un délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, et ensuite tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

### **Article 27 - VIBRATIONS :**

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

## **SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT**

### **Article 28 - SURVEILLANCE DES REJETS :**

#### **Article 28.1 – Principes généraux :**

Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant.

Ces contrôles réalisés selon les règles de l'art doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.

Les résultats commentés de ces contrôles sont adressés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 28.2 – Surveillance des eaux rejetées :**

La surveillance de la qualité des eaux de procédé (eaux de lavage de matériaux) traitées et rejetées dans le plan d'eau de la carrière, dont il est fait état à l'article 23.1 du présent arrêté, sera assurée à une fréquence annuelle. Les paramètres de suivi sont : pH, DCO, MES, hydrocarbures totaux et chlorures.

### Article 28.3 – Surveillance des eaux souterraines :

L'exploitant procède à une surveillance de la qualité des eaux souterraines à l'amont et à l'aval hydraulique de son site.

La surveillance amont pourra s'effectuer par analyse sur un échantillon d'eau souterraine prélevé directement dans le plan d'eau :

- le plus en amont hydraulique possible,
- à au moins 2 m de profondeur.

La surveillance « aval carrière » pourra s'effectuer par analyse sur un échantillon d'eau souterraine prélevé directement dans le plan d'eau :

- le plus en aval hydraulique possible,
- à au moins 2 m de profondeur.

La surveillance « aval installation de 1<sup>er</sup> traitement », sauf si l'exploitant confirme par écrit sa mise à l'arrêt, s'effectuera sur un puits de contrôle en aval hydraulique des installations. Si un ouvrage répondant aux prescriptions de bonne situation et de bonne conception pour la représentativité des eaux souterraines existe déjà, il pourra être utilisé, sous réserve que l'exploitant obtienne l'autorisation du propriétaire de l'ouvrage pour l'utiliser.

Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines ainsi que les fréquences d'analyse sont :

Paramètre	Fréquence
analyse de type C3 du Code de la santé publique	semestrielle
analyse C4a + B1 du Code de la santé publique	annuelle

**Article 28.4 – Surveillance des eaux de surface :** Sans objet

**Article 28.5 - Surveillance des retombées de poussières :** Sans objet

## SÉCURITÉ

### Article 29 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation de traitement et les engins d'exploitation sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au règlement n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, ...) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et normes applicables, compte tenu notamment de la nature inflammable des produits.

## **DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE ET GARANTIES FINANCIÈRES**

### **Article 30 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE :**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans la demande et conformément au plan joint au présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes (mise en sécurité, nettoyage, insertion paysagère, compte tenu de la vocation ultérieure du site en zone naturelle...) :

- le tracé des rives doit éviter les formes linéaires,
- les talus doivent présenter des pentes diverses, afin de permettre l'implantation d'espèces animales et végétales variées,
- les terres de découverte et les horizons humifères servent à la remise en état des zones situées autour du plan d'eau,
- les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées comme prévu dans le document d'impact,
- les parties de l'exploitation à sec doivent être aplanies avant le régalage des terres de découverte,
- le recouvrement du fond de la carrière, des banquettes, de leur accès, et si possible du front de taille, se fait en deux phases successives (terres de découverte, puis horizons humifères),
- les surfaces sur lesquelles les horizons humifères ont été remis en place ne doivent plus être parcourues par les engins de chantier,

Par ailleurs :

#### **✓ S'agissant de la zone d'extraction de matériaux :**

- En limite Nord de la carrière : continuité avec le plan d'eau extérieur,
- En limite Ouest de la carrière : berge graveleuse en bordure de plan d'eau avec création de mares,
- En limite Sud de la carrière : zone de haut fond sur toute la limite Sud (de l'ordre de 150 m linéaires de long sur une largeur moyenne de 20 m),
- En limite Est de la carrière : talus arboré et chemin ,
- L'aménagement du site devra éloigner le plus possible les chemins du plan d'eau.

L'exploitant communique tous les 2 ans à l'inspecteur des installations classées un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état.

#### **✓ S'agissant des terrains affectés à l'installation de 1<sup>er</sup> traitement de matériaux :**

- démantèlement des installations
- remise en état des sols par recouvrement, pour partie, de terres de découverte.

### **Article 31 - GARANTIES FINANCIÈRES**

La mise en activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation, prévues aux articles 23-2 à 23-6 du décret du 21 septembre 1977.

#### **Article 31.1 – Montant des garanties financières**

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation.

L'exploitation de la phase 2 (période 2012- 24 août 2016) ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase 1 aura pratiquement été achevée, en tout ce qu'elle ne s'oppose pas à la poursuite d'exploitation de la carrière pendant la phase 2.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

La durée de l'autorisation est divisée en 2 périodes (1 période quinquennale et une période de 4 ans). A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

périodes	montants en euros TTC
2007- 2012	55 134
2012- 24 août 2016	39 771

La référence de départ des périodes est la date de signature du présent arrêté préfectoral.

Nota : Les montants de garanties financières figurant au présent article, ont été actualisés sur la base d'un indice TP01 de 563,4 ( septembre 2006) et d'un coefficient  $\alpha$  de 1,34.

#### **Article 31.2 - Actualisation du montant des garanties financières**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

#### **Article 31.3. Justification des garanties financières**

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié.

**Dans un délai de 15 jours** suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières de remise en état correspondant à la période concernée, conformément aux prescriptions de l'article 31.1 ci-dessus.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

.../...



### III- DIVERS

**Article 32 – PUBLICITÉ** : Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des mairies de Meyenheim et Réguisheim et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans lesdites mairies. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

**Article 33 – FRAIS** : Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

**Article 34 – DROIT DES TIERS** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

**Article 35 – SANCTIONS** : En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

**Article 36 – EXÉCUTION – AMPLIATION** : Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin, et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société Sablière BOOG.

LE PRÉFET,  
Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

**Délais et voies de recours** (article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.

Patrick PINCET

### ANNEXE

- ✓ plan de localisation du site
- ✓ plan parcellaire
- ✓ plan de phasage d'exploitation
- ✓ plan des zones à émergence réglementée
- ✓ plan de la remise en état du site

